

## **Réponse de l'ANODE à la consultation publique de la CRE du 8 avril 2024 relative à l'évolution du prix repère de vente du gaz naturel (PRVG) et de la référence de coût d'approvisionnement CRE**

### **PÉRENNITÉ DE LA PUBLICATION DE PRIX REPÈRE**

#### **Question 1 : Considérez-vous pertinent que la CRE continue de publier un prix repère?**

Comme exprimé dans le cadre de nos réponses aux consultations publiques précédentes relatives à la mise en place d'un prix repère, l'Anode estime qu'une telle référence de prix pose plusieurs problèmes structurels. En effet, une référence de prix sera toujours une approximation moyenne et imparfaite des coûts d'un fournisseur et de ceux d'un consommateur, ce qui pourra générer des tensions et des difficultés entre fournisseurs et consommateurs, en particulier pour les clients dont la situation spécifique s'éloignera de la moyenne. De plus, l'Anode souhaite rappeler que de telles références brident l'innovation des offres en contraignant un grand nombre de fournisseurs à s'y indexer ou se comparer pour se positionner sur le marché.

Nous comprenons que l'objectif de la CRE n'est pas de publier un nouveau prix régulé, ce qui serait contraire à la loi Énergie climat, mais plutôt de donner une boussole au consommateur pour situer son offre de fourniture parmi celles qui existent. A ce titre, l'Anode considère que des outils existent déjà pour aiguiller le consommateur et devraient être améliorés pour remplir pleinement leur rôle. Ainsi, nous soutenons pleinement les travaux lancés par la CRE concernant la clarification et la standardisation de présentation des offres. Nous sommes également favorables à une amélioration du comparateur du MNE, de façon à aider les consommateurs à comparer leurs offres de façon éclairée et transparente. Là sont, selon nous, les vrais outils pour une meilleure compréhension des offres et des prix – moins que dans une référence de prix qui introduit approximation, confusion et risques.

Dès lors, si la CRE maintient malgré tout sa volonté de pérenniser une référence de prix, celle-ci devra être contestable, répliquable et économiquement cohérente avec les coûts, les risques et les modalités réelles de fonctionnement de l'activité de fourniture. Maintenir une référence artificiellement basse n'aurait aucun sens et ne permettrait pas de protéger le consommateur. La seule conséquence serait de créer de l'incompréhension et de la défiance envers des fournisseurs. Par ailleurs, nous considérons que, si des références devaient être pérennisées, seule la référence de coût d'approvisionnement devrait être conservée (la CRE a par ailleurs remarqué qu'elle concernait la majorité des consommateurs ayant une offre à prix indexée).

Enfin, l'Anode estime qu'il est prématuré d'introduire des évolutions des méthodologies de calcul de ces références de prix. Le retour d'expérience est très court, moins d'un an, et il n'y a eu aucune concertation préalable sur les propositions d'évolution envisagées par la CRE, qui font tout juste l'objet d'une consultation dans un délai très serré. Cet empressement à faire évoluer cette méthodologie, après moins d'1 an, alors que cette dernière n'est que le

prolongement de celle appliquée pendant des années aux TRVG est peu compréhensible, dans un contexte post-crise où les hausses impactant les prix de détail du gaz sont essentiellement dues à des facteurs fiscaux et réglementaires (hausse des tarifs réseaux et de l'accise sur le gaz en 2024, et demain des CEE et des CPB).

**Question 2 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un PRVG « offres fixes », publié en complément du PRVG « variable » actuellement calculé par la CRE ?**

Comme indiqué à la question précédente, l'Anode est défavorable à la publication de références de prix.

Les références de prix conduisent systématiquement en France à une politisation des prix de l'énergie qui médiatise et rend difficilement acceptable la moindre hausse des prix, y compris lorsqu'elles sont légitimes. Cette médiatisation à outrance se traduit par la velléité des pouvoirs publics de s'éloigner de la réalité des prix de marché, des risques et des coûts de fourniture pour réduire l'impact pour les consommateurs.

De plus, les fournisseurs n'ont jamais eu besoin de références de prix pour développer de nouvelles offres. Preuve en est, alors que les TRVG existaient encore, du développement des offres à prix fixe sur le marché du gaz, y compris sur des périodes pluriannuelles. A contrario, l'Anode alerte la CRE sur les effets potentiellement contre-productifs d'une telle référence de prix qui, si elle s'éloigne de la réalité du marché et du fonctionnement de ces offres, risquerait de tuer leur développement.

Si toutefois une référence pour les offres à prix fixes devait être publiée, il conviendra de conditionner la publication d'un PRVG "offres fixes" aux exigences suivantes :

- une représentation de toutes les durées de contrat à prix fixe disponibles et/ou pouvant être proposées par les fournisseurs (un contrat à prix fixe 1 an ne peut pas être comparé à un contrat de 3 ans par exemple) ;
- une prise en compte des bons niveaux de briques de risque et des coûts associés à ce type de contrat ;
- une mise à jour mensuelle pour tenir compte de l'évolution des coûts et des risques supportés par les fournisseurs à chaque campagne de commercialisation.

**Question 3 : Dans le cas d'une publication d'un PRVG « à prix fixe 12 mois », quelles composantes devraient selon vous différer des composantes du PRVG, et pourquoi ?**

L'Anode est opposée à la publication d'une quelconque référence de prix, et donc d'un PRVG à prix fixe 12 mois.

Si la CRE considère nécessaire une telle publication, il conviendra d'organiser un vrai moment de concertation pour en définir les modalités. En effet, les modalités de couverture et de construction d'une offre à prix fixe présentent de vraies spécificités et contraintes par rapport à une offre à prix variable. En particulier, les modalités de couverture et de prise en compte du risque sont très différentes.

Cette consultation et délai prévu sont largement insuffisants pour mener de telles réflexions et conduire à une contribution de qualité.

**Question 4 : Selon vous, quelles mesures complémentaires permettraient d'améliorer la compréhension des consommateurs face à la publication de 2 indices de prix joints?**

L'Anode alerte la CRE sur la confusion générée par la publication de deux ou plusieurs indices de prix. Dans la mesure où les références de prix ne pourront jamais être représentatives de toutes les offres sur le marché, l'enjeu encore une fois est de donner aux consommateurs les outils permettant de comprendre et comparer les offres et non pas de standardiser et appauvrir les offres de fourniture en recréant artificiellement un « TRVG ». En effet, continuer à publier des références de prix ne fait qu'entretenir, voire renforcer, le manque de compréhension des consommateurs quant aux contrats d'énergie. Comme indiqué plus haut, l'amélioration du comparateur du MNE et de la présentation des offres des fournisseurs permettra aux consommateurs de choisir leurs offres de façon éclairée.

**COMPOSANTE DU COÛT D'APPROVISIONNEMENT PRVG ET FORMULE D'INDEXATION**

**Question 5 + 7 : Êtes-vous favorable à l'intégration de produits de plus longue maturité dans l'approvisionnement du PRVG : augmentation de la part de produits trimestriels, introduction de produits « saison », voire « calendaires ») ? + Êtes-vous favorable à un allongement de la durée de lissage des produits de marché utilisés dans les références CRE ?**

L'Anode est défavorable à l'intégration de produits de longues maturités dans l'approvisionnement du PRVG ou à un allongement de la durée de lissage des produits de marché utilisés dans les références CRE.

En effet, nous rappelons que le pré-hedging, ou le lissage du coût d'approvisionnement sur la base de produits dont la cotation se fait en amont de la contractualisation, n'est pas une pratique compatible avec le métier du fournisseur et va même à l'encontre du souhait des pouvoirs publics de renforcer la solidité financière des fournisseurs d'énergie, car cette pratique expose les fournisseurs à des risques non négligeables :

- prévision des variations de portefeuille et des consommations ;
- absence de liquidité des produits visés ;
- accès au marché pour les plus petits acteurs.

Seul le hedging, ou l'achat de produits de marché disponibles au moment de la contractualisation, est compatible avec l'activité de fourniture et permet de réduire les risques portés pour ce dernier, tout en réduisant le prix pour le consommateur final.

Dans cette logique, seuls les contrats à prix fixe peuvent garantir une vraie stabilité de prix pour le consommateur final. Or, l'intégration de produits de longues maturités dans l'approvisionnement du PRVG ou à un allongement de la durée de lissage des produits de marché utilisés, produira le même effet que pour le marché de l'électricité, c'est-à-dire rendre

extrêmement difficile la proposition d'offres à prix fixe, notamment pluriannuelles, en raison du risque de dé-positionnement par rapport au PRVG si ce dernier s'éloigne de la réalité des coûts d'approvisionnement.

Enfin, il convient de rappeler que de telles évolutions auraient également des conséquences négatives pour les consommateurs : perte de tout signal prix, qui a pourtant été vertueux lors de la crise et effet retard incompréhensible lors des périodes de baisse des prix.

**Question 6 : Si oui, quels produits vous paraît-il raisonnable d'introduire et dans quelles proportions ?**

L'Anode appelle à un maintien de la formule actuelle.

**Question 8 : Estimez-vous que ces évolutions ne devraient concerner que l'une des deux références CRE ? Si oui, laquelle et pourquoi ? Le cas échéant, quel calendrier vous semble devoir être respecté pour de telles évolutions ?**

L'Anode rappelle sa position défavorable aux évolutions proposées. Ces dernières sont prématurées et ne répondent à aucun risque ou besoin identifié à court terme. Elles sont nuisibles au bon fonctionnement du marché et de la concurrence.

**COMPOSANTE DE COÛTS HORS APPROVISIONNEMENT DU PRVG**

**Question 9 : Partagez-vous la proposition de la CRE sur l'évolution des coûts commerciaux hors « CEE » ? Identifiez-vous des composantes qui auraient évolué de façon importante et inédite depuis sa dernière étude ?**

Tout d'abord, il est important de souligner que la fin des TRVG a structurellement changé le marché. Il est donc primordial d'actualiser les coûts commerciaux qui se basent sur une étude datant de 2021. Ainsi, une révision basée sur l'inflation ne suffit pas.

Par ailleurs, la CRE a lancé une mise à jour de l'étude des coûts commerciaux des fournisseurs. Dans ces conditions, la présente consultation nous paraît à nouveau prématurée et nous recommandons à la CRE d'attendre un retour d'expérience plus long, les résultats de l'étude sur les coûts commerciaux et les résultats d'une concertation suffisante avec les fournisseurs avant toute évolution.

A date, et au-delà de l'impact de la fin des TRVG, nous identifions plusieurs évolutions structurantes :

- une augmentation des coûts d'acquisition ;
- une augmentation des coûts de gestion ;
- des coûts d'accès au marché largement sous-estimés par les références de prix. En effet, les coûts ne se mesurent pas en centimes d'€ par MWh, mais plutôt en dizaine d'€/MWh - en particulier pour les plus petits acteurs qui doivent parfois passer par des tiers ;

- une augmentation générale du coût des garanties bancaires : augmentation du coût du capital associée à une demande de plus en plus importante des parties prenantes d'augmenter les garanties bancaires. Les discussions en cours dans le cadre du GTG sur le contrat CDG-F, où GRDF exige 4 mois de GB au lieu d'1 mois, en sont une parfaite illustration ;
- la prise en compte du coût des CPB à partir de 2026.

**Question 10 : La méthodologie retenue par la CRE vous semble-t-elle adaptée pour mettre à jour la composante de rémunération « hors risques » ? Des éléments particuliers survenus depuis mai 2023 seraient-ils de nature à remettre en question cette méthode ?**

L'Anode considère qu'une composante de rémunération "hors risque" exprimée en % n'a pas de sens car elle rend la marge du fournisseur fonction de la volatilité des prix sur le marché. Elle conduit, dès lors, à des situations de sur-rémunération et de sous-rémunération.

L'Anode propose à nouveau de passer à une rémunération fixe, en €/MWh.

De plus, compte tenu de la baisse progressive des consommations de gaz, la question se posera très prochainement, selon nous, d'une part de rémunération fixe en €/client.

**Question 11 : Avez-vous des remarques sur la proposition de la CRE d'intégrer l'année 2023 dans l'historique permettant de dimensionner la composante du risque du PRVG ?**

En premier lieu, il nous paraît nécessaire de disposer de plus de transparence sur la méthodologie de calcul de la brique de risque. A ce titre, il nous semble plus pertinent de considérer la brique de risque en % des prix de marché et différenciée par profil. Par exemple, un profil P012 thermosensible n'induit pas les mêmes risques qu'un profil P011.

De plus, l'Anode considère que si la CRE ajoute l'année 2023, il sera nécessaire de supprimer l'année 2018 du calcul de l'historique de la composante du risque du PRVG. En effet, il serait incohérent de prendre en compte l'année 2023 pour se rapprocher de la réalité des conditions de marché tout en conservant l'année 2018 qui en est très éloignée.

Au-delà de ces éléments méthodologiques, l'Anode attire l'attention de la CRE sur la nécessité de prendre en compte les baisses de consommation spécifiques à l'année 2023. En effet, l'année 2023 fait apparaître des risques volumes spécifiques : la baisse de la consommation couplée à une baisse de prix a conduit à d'importantes pertes de couverture. Concernant le risque volume, l'Anode recommande de le séparer plus clairement en deux composantes :

- le coefficient de bouclage K des GRD d'une part ;
- la variation de consommation (telle que celle constatée en 2023 par exemple).

Enfin, il convient d'introduire deux composantes supplémentaires à la brique de risque :

- le risque de forme infra-mensuelle (particulièrement prégnant sur les mois de demi-saison) ;

- le coût du spread bid-ask ou mid-ask.

En conclusion, l'Anode alerte la CRE sur la sous-estimation de la brique de risque : 1,7€/MWh ne permet absolument pas de couvrir le risque effectivement supporté par les fournisseurs.

**Question 12 : À terme, partagez-vous l'intérêt d'un calcul probabiliste similaire à celui effectué dans le cadre des TRVE ?**

De nouveau, l'Anode rappelle le caractère prématuré de cette concertation et sur le besoin d'une vraie concertation dans des délais moins contraints qui permettrait aux acteurs d'exprimer des propositions et une position éclairées. En particulier, la problématique du mark-up « risques » est un sujet complexe qui demande du recul et de la pédagogie sur l'activité de couverture d'un fournisseur.

A terme, l'Anode est favorable à l'introduction d'un calcul probabiliste à la condition qu'il permette de mieux prendre en compte les différentes composantes de risques explicitées plus haut et reflète mieux la réalité des coûts supportés par les fournisseurs. Notamment, il sera indispensable de considérer un quantile de risque d'au moins 90%, compatible notamment avec la demande des pouvoirs publics d'une meilleure couverture par les fournisseurs, notamment à travers les obligations de couverture prudentielles. Un calcul probabiliste conçu selon les mêmes modalités que pour les TRVE serait de ce point de vue inacceptable.

**MISE À JOUR DE LA STRUCTURE DU PRVG**

**Question 13 : Faut-il mettre à jour annuellement les hypothèses de consommations sous-jacentes à la construction du PRVG ? Le cas échéant, à quelle fréquence ?**

L'Anode y est favorable. Il est en effet pertinent de mettre à jour à échéance régulière les hypothèses de consommation pour refléter la réalité - d'autant plus si ces changements sont pérennes et structurels.

**Question 14 + 15 : La répartition entre coûts fixes et coûts variables des coûts commerciaux devrait-elle être revue ? La méthode proposée par la CRE vous semble-t-elle pertinente ? + Quels éléments pourraient justifier une différence de niveau des coûts commerciaux entre deux consommateurs de part et d'autre du « seuil technique » de « consommation annuelle de référence » (CAR) de 4 MWh ?**

L'Anode est défavorable à une telle révision et souhaite rester sur la forme actuelle de répartition des coûts. Les coûts commerciaux sont par nature fixes. A ce titre, l'Anode souhaite corriger la CRE qui suppose que les fournisseurs " *sont en tendance plus sollicités par les consommateurs de plus grande consommation* " : ce n'est pas ce que les fournisseurs membres de l'Anode observent en pratique sur leur parc client. Par ailleurs, la proposition de la CRE augmente encore davantage le risque de non-couverture des coûts des fournisseurs. En effet, compte tenu du non-engagement des clients, les fournisseurs sont toujours exposés à un risque sur leurs coûts d'acquisition. La variabilisation d'une partie des coûts accentuerait



ce risque, à des niveaux potentiellement importants pour les fournisseurs dont la consommation moyenne de leurs clients en portefeuille est plus faible (proche du seuil).

**Question 16 : La proposition de la CRE d'inclure les coûts de transport et de stockage dans la part « variable » dans le cadre de la construction d'une « grille tarifaire » PRVG vous semble-t-elle pertinente ?**

L'Anode est défavorable au maintien des coûts de transport et de stockage dans la part variable. Les coûts de transport et stockage sont des coûts fixes pour les fournisseurs : comme le précise la CRE, ils ne dépendent pas de la consommation mais de la pointe de consommation et du NTR. De plus, l'introduction des coûts de transport et de stockage dans la part fixe permettrait aux fournisseurs de récupérer de façon stable et certaine le coût de la part acheminement dû par le consommateur au gestionnaire de réseau. A ce titre, il convient de rappeler, comme l'indique la jurisprudence, que l'acheminement est une mission de service publique des gestionnaires de réseaux et que le « contrat unique » ne saurait transférer des risques aux fournisseurs.

Par ailleurs, il nous paraît surprenant que le principe de « bonne répartition entre coûts fixes et coûts variables » soit brandi par la CRE s'agissant des coûts commerciaux, qui sont pourtant très majoritairement fixes, pour justifier du transfert d'une partie des coûts dans la part variable. A contrario, pour l'ATRT, dont la CRE reconnaît qu'il s'agit de coûts fixes, ce même principe n'est pas appliqué.

**Question 17 : Considérez-vous, au contraire, qu'une portion de ces coûts doit être incluse dans la part « abonnement » ? Si oui, quelle part et pourquoi ?**

L'Anode considère que la totalité de ces coûts doit être incluse dans la part abonnement.

**Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de construire une « grille tarifaire » reflétant l'empilement des coûts ?**

L'Anode appelle la CRE à ne pas confondre effet de seuil et structure de coûts. Ainsi, nous recommandons de ne procéder à aucune évolution, qui plus est dans des délais aussi courts et sans concertation.

L'effet de seuil observé par la CRE est la conséquence de la logique de simplification imposée par une grille tarifaire alors qu'il existe autant de clients que de catégories. Ainsi, l'Anode alerte la CRE concernant la tentation de vouloir artificiellement limiter l'effet de seuil entre les profils. Une telle distorsion aura nécessairement des conséquences sur la couverture des coûts. Ce point illustre parfaitement toutes les difficultés liées à la définition d'une référence de prix, qui ne sera toujours qu'une représentation simplifiée par rapport à la diversité des consommateurs et à la réalité des coûts. Il illustre également parfaitement la problématique de risque médiatique et politique lié à toute référence de prix et la tentation de distorsion des principes de fixation de cette référence de prix pour limiter les hausses de prix.

Enfin, ce point n'est pas nouveau et existait déjà avec la structure du TRVG. Il convient également de rappeler qu'un effet de seuil doit être regardé des 2 côtés du seuil. La CRE doit donc s'interroger sur la bonne couverture des coûts pour les consommateurs situés proche de la borne haute de la catégorie < 4 MWh.

**Question 19 : Y a-t-il d'autres composantes de coûts au sein du PRVG dont la structure vous paraîtrait mal reflétée par le PRVG ?**

De nouveau, l'Anode alerte sur deux points :

- la déformation de la structure due aux éventuelles corrections des effets de seuil conduit à s'éloigner de la réalité des coûts ;
- au sein de la structure : les coûts de transport et stockage sont des coût fixes et ne doivent pas être pris en compte comme des coûts variables

**Question 20 : La notion « d'effet de seuil » entre-t-elle en jeu dans la construction des offres de marché ? Le cas échéant, quel barème appliquer aux consommateurs dont la CAR se situe proche du seuil économique de vos grilles tarifaires ?**

La notion de seuil n'entre pas dans la construction des offres des fournisseurs membres de l'Anode.

2 logiques de pricing sont utilisées, soit la réplique du PRVG, avec une structure de grille de prix identique à celle du PRVG, soit un pricing qui reflète les coûts propres de chaque consommateur sans lissage des coûts entre les différents types de consommateurs.

**Question 21 : Quelle grille de PRVG proposée par la CRE vous semble la plus adaptée, et pourquoi ?**

L'Anode est favorable au maintien de la structure actuelle.

**CALENDRIER ENVISAGÉ ET FORMAT DE PUBLICATION**

**Question 22 : Ce calendrier vous paraît-il raisonnable ?**

L'Anode estime qu'il est prématuré d'introduire des évolutions des méthodologies de détermination des références de prix. Compte tenu du faible retour d'expérience et du délai très serré de consultation express, nous sommes défavorables à toute évolution de la méthodologie.

L'Anode ne comprend pas l'empressement à introduire de telles évolutions alors que les récentes hausses des tarifs du gaz sont essentiellement dues à des facteurs fiscaux et réglementaires (hausse des tarifs réseaux, de l'accise sur le gaz et demain des CPB).

Ainsi, nous recommandons à la CRE d'attendre notamment les résultats de l'étude sur les coûts commerciaux des fournisseurs avant de procéder à toute révision des références de prix.



**Question 23 : Considérez-vous utile de maintenir la publication d'une fourchette de PRVG ? Partagez-vous l'intérêt de clarifier la dénomination des bornes de la fourchette ? Le cas échéant, quelle dénomination vous semblerait pertinente ?**

Il n'est pas possible de déterminer une référence de prix basée uniquement sur des moyennes car cela reviendrait à « mentir » aux consommateurs par excès de simplification. La publication d'une fourchette est donc nécessaire. La seule alternative serait de maintenir uniquement la borne haute.

L'Anode est favorable à une clarification de la dénomination des bornes de la fourchette du PRVG de façon améliorer la lisibilité pour le consommateur. Il est ainsi primordial que la CRE précise, notamment, que c'est bien la disparité géographique, reflétée dans les NTR du tarif de transport, qui explique la fourchette haute et basse.